



## **DÉCLARATION FNEC-FP-FO C.A.E.N. du 03 juillet 2015**

Monsieur le Recteur,  
Madame la Vice-Présidente du Conseil Régional,  
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Académique de  
l'Education Nationale,

La décision gouvernementale de publier les textes sur la **réforme du collège** au lendemain de la grève s'est avérée une véritable provocation.

Cette réforme est fondée sur l'autonomie des établissements et sur l'interdisciplinarité, présentées comme les remèdes aux problèmes du collège. Comment améliorer les résultats des élèves, notamment de ceux qui sont en difficulté, en amputant les horaires disciplinaires d'une demi-année sur quatre ? Comment aller vers davantage d'égalité quand l'autonomie grandissante débouchera inévitablement sur une différenciation accentuée ? le dossier est loin d'être clos puisque, dès la rentrée, les enseignants et leurs syndicats, dont FORCE OUVRIERE, préparent une nouvelle grève nationale prévue pour fin septembre : le décret et l'arrêté d'application relatifs à cette « réforme » doivent être abrogés.

Intégrer les **SEGPA** en sixième, c'est nier toute la spécificité de l'attention que la République doit accorder à ses enfants les plus fragiles. Encore une fois, après la réforme des rythmes scolaires, le changement des

statuts des professeurs du second degré et la réforme des collèges, cela va considérablement dégrader les conditions de travail des personnels déjà en **souffrance**.

La FNEC-FP-FO ne cesse de le rapporter dans toutes les instances, les collègues ne se sentent plus soutenus par leur hiérarchie. Est-il vrai, M. le Recteur, qu'en vue d'en limiter le nombre, vous avez demandé aux Chefs d'établissement de ne pas réunir de conseil de discipline en dehors de violences physiques sur les personnels ? Savez-vous que la violence morale est telle qu'insultes et outrages peuvent s'accumuler pendant toute une année scolaire sans qu'au final il y ait la moindre conséquence disciplinaire, que le harcèlement que subissent certains collègues de la part de leurs pairs, de leur hiérarchie ou de parents, est d'un poids tellement écrasant qu'il décrédibilise toute l'Education Nationale ? La France doit se donner un vecteur, M. le Recteur. La meilleure façon d'avancer droit n'est pas d'inverser le sens de la charrue : lorsqu'un enseignant se fait insulter, ce n'est pas systématiquement sa faute, comme on l'entend trop souvent ; c'est la faute de cette société dont nous sommes tous ici des acteurs, cette société qui oublie qu'elle a missionné des personnels pour qu'ils soient des référents pour nos enfants.

**Documents de travail de ce C.A.E N., H/E dans le secondaire :** On joue sur l'effet de nombre, espérant qu'en grignotant les moyens du département le plus important en effectifs, la Gironde, on va saupoudrer suffisamment les autres. C'est faux, bien sûr ! Tout ce qui transparaît, c'est la misère.

Va-t-on continuer à conduire l'académie avec un temps de retard ? Alors qu'on reconnaissait ces dernières années que les collèges manquaient de moyens, on les gratifie royalement de trois millièmes d'H/E. Il faut redonner

de l'air à ce niveau de formation car cela impacte la scolarité qui s'en suivra ; il faut surtout ne pas être autiste au point de ne pas entendre que les lycées, par un simple effet de vases communicants mais aussi par celui d'une attraction locale grandissante avec les nouveaux contours régionaux, vont succomber sous le poids de leurs effectifs. Nous prédisons que, si nous sommes autistes, il va falloir multiplier nos centres d'accueil et de lutte contre cette terrible maladie, au-delà de ce que nous commençons à faire timidement. Si notre académie est conduite avec un temps de retard, nous prédisons aussi que notre avenir est dans le mur, le ravin ou le ruisseau. Voltaire et Rousseau n'en seront pas responsables.

Les responsables sont connus puisque nous le sommes tous ici mais le contour de cette assemblée ne suffit pas à inventer les moyens. Si le cadre est contraint, ils nous faut, chacun dans le secteur qui le concerne, communiquer plus haut la nécessité d'une véritable priorité à l'éducation. Ceci s'adresse en particulier à vous, Monsieur le Recteur, en direction de Madame la Ministre, à vous Madame la Vice-Présidente tant il nous semble que la voie politique permettrait à Monsieur le Président de Région de faire entendre cette simple idée qu'un territoire qui accueille n'a pas pour seul besoin une augmentation proportionnelle de ses moyens, qui n'améliorerait rien au sens de la priorité affichée par l'Etat. Ce territoire a aussi des besoins structurels supplémentaires ! Il a aussi l'obligation de diversifier son offre de formation alors qu'elle s'appauvrit parfois, localement.

A propos de territoire, et de territorialisation, notre inquiétude va aussi vers nos collègues des services déconcentrés du Rectorat et des DSDEN. S'il n'y pas de mobilité géographique forcée, on peut s'attendre à une mobilité fonctionnelle. Il faut assurer le maintien des services et des agents. Nous soutenons les collègues du Rectorat de Limoges qui ont déjà manifesté leurs

craintes. Les services sont déjà asphyxiés, la mise en place de l'apprentissage dans ces services et dans les E.P.L.E., 80 dans notre académie, est une solution impropre. Quel avenir pour ces jeunes ? Y aura-t-il des postes aux concours ? Le Rectorat se fait formateur alors qu'il a sous sa responsabilité une multitude d'établissements dont c'est déjà la fonction... cette orientation ne peut que nous inquiéter. Même les animaux ne mangent que rarement leurs enfants. Lorsqu'ils le font, ils ont de bonnes raisons.

Nous attendons maintenant des réponses concrètes. Par exemple, pour les cartes des formations, nous sommes inquiets de ce qui pourrait se passer. Que vont devenir les cartes prévues jusqu'en 2017 ? Et après, comment et par qui seront-elles élaborées ?

Enfin, l'actualité nous oblige à évoquer un cas précis, celui du Lycée Emile Combes, à Bègles, et de la réduction de structure envisagée en Terminale des baccalauréats logistique et transport. Il nous semble inepte de réduire une formation qui intéresse non seulement de nombreux élèves mais aussi de très nombreuses entreprises qui manquent de main d'oeuvre, dans un secteur où l'on sait tout le poids de la concurrence internationale. Il suffit de prendre l'autoroute pour s'en rendre compte !

La FNEC-FP-FO vous remercie pour votre écoute.

Pour la FNEC-FP-FO, Philippe SIMONET